

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2854

23 novembre 2011

SOMMAIRE

A.16 Ferblanteries Guy Rollinger	136978	DH P Alpha S.à r.l.	136973
Accent International S.A.	136984	Dirla Invest S.A. S.P.F.	136973
AD- Vanemics	136972	DMM	136953
Agona Partners S.C.A.	136984	Dominor (Luxembourg) S.A. (INC.)	136978
Agra Investments SPF S.A.	136984	E&G Fonds	136947
agri.capital Luxembourg S.à r.l.	136984	EUROMUTUEL Sicav	136953
Algeco/Scotsman Management S.C.A. ..	136985	European Financial Company	136956
Alpine Foreign Investments S.A.	136987	EUR Sovereign Opportunities SICAV-FIS	136957
Alqarra Holding S.à r.l.	136985	FDV II Venture	136979
Altralux S.A.	136946	Ghys Holding S.à r.l.	136987
Amenoffice S.A.	136987	GrandOptical Luxembourg - G.O. Lux S.A.	136973
Am Stadtpark Holdings LP S.à r.l.	136985	Health Holding S.A.	136946
Aon Finance Luxembourg S.à r.l.	136985	Infracapital F1 Holdings S.à r.l.	136979
AP Portland 4 S.à r.l.	136991	KBC Districlick	136952
AP Portland 7 S.à r.l.	136991	KBC Renta	136954
Assurances Mathgen S.A.	136986	Kebo International S.A. S.P.F.	136957
Astrid Luxembourg S.à r.l.	136986	KPI Investment Property 55 S.à r.l.	136979
avantage Reply (Luxembourg) S.à r.l. ...	136979	KPI Investment Property 56 S.à r.l.	136983
Avery Dennison Finance Luxembourg S.à r.l.	136986	K-RO S.A.	136979
ÄVWL Real Asset Trust Holding S.à r.l.	136983	Lux-Avantage Sicav	136954
Beteiligungs- und Investment SE	136992	Monte Carlo International Real Estate S.A.	136956
Betterstore Self Storage Luxco 1 S.à r.l.	136992	Pearle Luxembourg S.à r.l.	136973
Cleome Index	136947	Pioneer Institutional Funds	136972
C.R.G. S.A.	136946	Publitop	136955
Dexia Bonds	136949	Shalimar S.A. S.P.F.	136955
Dexia Clickinvest	136950	Spring Multiple 2007 S.C.A.	136956
Dexia Equities L	136950	Swiss Euro Securities SA - Société de Titi- sation	136972
Dexia Money Market	136951	UBS Luxembourg Sicav	136948
Dexia Patrimonial	136951		
Dexia Quant	136952		

Altralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 115.153.

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 9 décembre 2011, à 10 heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Examen de la situation des mandats
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011152812/18.

C.R.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 58.493.

ASSEMBLEE ORDINAIRE

au siège social le 12/12/2011 à 18 h.

Ordre du jour:

- Rapport du C.A.
- Approbation comptes annuels.
- Affectation résultats.
- Décharge administrateurs.
- Nominations.
- Divers.

Référence de publication: 2011157258/15.

Health Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 78.082.

En notre qualité de commissaire de la société HEALTH HOLDING S.A. (la «Société»), faute de Conseil d'administration, et conformément aux dispositions prévues par l'article 70 al. 2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous convoquer en votre qualité d'actionnaire de la Société à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui se tiendra le vendredi 9 décembre 2011, à 15.00 heures, en les bureaux de l'étude Osch & Arendt sise à L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Désignation de trois membres du conseil d'administration en remplacement des administrateurs démissionnaires;
2. Nomination des personnes suivantes en qualité d'administrateurs de HEALTH HOLDING S.A.:
 - Madame Valérie FISSON c/o United International Management, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;
 - Monsieur Sinan SAR c/o United International Management, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;
 - Monsieur Dennis BOSJE c/o United International Management, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;
3. Désignation d'un administrateur délégué à la gestion journalière de la Société;
4. Transfert du siège de la Société à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich;
5. Mission des administrateurs de récupérer tous les documents sociaux auprès de l'ancien domiciliaire et de (faire) dresser au plus vite les comptes annuels pour les exercices pour lesquels de tels comptes n'ont pas encore été approuvés;

6. Fixation de la date d'une itérative assemblée, trois mois après la nomination des nouveaux administrateurs, à laquelle ces derniers présenteront à l'assemblée les comptes annuels ainsi arrêtés ou, s'ils n'ont été en mesure de la faire, d'en faire le rapport des raisons à l'assemblée.

Nous vous précisons que les points de l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Dans le cas où vous ne pourriez pas assister en personne à l'assemblée et nous vous prions de bien vouloir nous faire parvenir une procuration dûment signée au plus vite par fax (+352/40.05.98) ou par e-mail à l'attention de Mr. Thierry Remacle, commissaire de la Société, (thierry.remacle@lu.gt.com), en faisant suivre l'original par courrier à l'adresse suivante:

Grant Thornton Lux Audit S.A.
Attn. Thierry REMACLE
83, Pafebruch
L-8308 Capellen

Grant Thornton Lux Audit S.A.
Thierry REMACLE
Commissaire aux comptes

Référence de publication: 2011157918/754/40.

E&G Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 77.618.

Am 12. Dezember 2011 findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre der Investmentgesellschaft E&G FONDS um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxemburg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. September 2011.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2012.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2012.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens 5 Tage vorher bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im November 2011.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2011159137/2501/24.

Cleome Index, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 72.234.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 11 heures 45 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;

2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;
3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peuvent être obtenus sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011158902/755/31.

UBS Luxembourg Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 76.778.

The shareholders of UBS Luxembourg Sicav (the "Sicav") are hereby informed that the First Extraordinary General Meeting of the Sicav (the "First Meeting") held on 18 November 2011 was not quorate and did not validly deliberate on the proposed Agenda items. The shareholders of the Sicav are hereby convened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Sicav (the "Second Meeting"), which will be held at the registered office of the Sicav at 33A avenue J.F. Kennedy, Luxembourg on 27 December 2011 at 11:00 a.m. (Luxembourg time) with the following agenda:

With effect as of 1 Januar 2012:

Agenda:

1. To submit the Company, which was governed until 1 July 2011 by the provisions of Part I of the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment, to the provisions of Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009, and to amend a series of Articles of the Company's articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), in particular (not exhaustive summary):
 - To replace any reference to the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law of 17 December 2010 on undertakings to collective investment;
 - To amend Article 4 "Corporate object" (formerly "Purpose") of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to invest the assets available to it in transferable securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from and the results of the management of its assets.

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with Part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law")."
 - To insert in Articles 11, 17 and 24 of the Articles of Incorporation specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure;
 - To insert a new paragraph in Article 17 of the Articles of Incorporation in order to provide the Company with the authority to perform cross-sub-fund investments;
 - To amend Articles 24 of the Articles of Incorporation in order to adjust mergers and liquidations of sub-funds to the rules of the 2010 Law.
2. To adjust a series of Articles of the Company's Articles of Incorporation to meet UBS standards, in particular (not exhaustive summary):
 - To allow pooling and co-management of assets of two or more sub-funds and to amend Article 5 Articles of Incorporation accordingly.
 - To amend Article 10 of the Articles of Incorporation in order to allow the adjustments to the net asset value of share classes if on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow (so-called "swing-pricing").
 - To insert a new paragraph in Article 14 of the Articles of Incorporation in order to mention the authority of the Company's board of directors to appoint a designated management company for the Company.

3. To change the date of the annual general meeting and the Company's financial year as well as to consequently adapt Article 23 and 25 of the Articles of Incorporation.
4. To delete the French translation of the Articles of Incorporation and to draw up the Articles of Incorporation or any amendment thereto henceforth only in English without any translation enclosed.
5. To restate the Articles of Incorporation as a whole in order to reflect the foregoing.
6. Miscellaneous.

The full text of the revised Articles of Incorporation is available to shareholders upon request at the registered office of the Company 33A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

These resolutions require a majority of 2/3 of the votes cast in order to pass the resolution.

At the extraordinary shareholders' meeting, each share entitles to one vote.

Holders of bearer shares may, where applicable, vote at the meeting: in person by producing at the meeting a certificate of deposit issued by the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A, which will be issued to them against deposit of their share certificates. The share certificates must be deposited with UBS (Luxembourg) S.A. at the latest on 19 December 2011.

In order to be admitted to the meeting, please send a notice in this respect by fax at least five (5) business days in advance of the extraordinary general meeting to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., fax number +352 - 44 10 10 - 6249.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented, please return a proxy, dated and signed to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by fax followed by mail until 19 December 2011, fax number +352 - 44 10 10 - 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2011159550/755/65.

Dexia Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.659.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 10.00 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
« Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV.
3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg pour le Luxembourg et Dexia Banque Belgique S.A., 44, boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles pour la Belgique.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011158915/755/32.

Dexia Clickinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.730.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 11 heures 30 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
« Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;
3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011158965/755/31.

Dexia Equities L, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.449.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 10 heures 15 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;
3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg pour le Luxembourg et Dexia Banque Belgique S.A., 44, boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles pour la Belgique.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159034/755/32.

Dexia Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 46.235.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 11.00 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;
3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peuvent être obtenus sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159074/755/31.

Dexia Money Market, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 26.803.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 10 heures 45 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;

3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg pour le Luxembourg et Dexia Banque Belgique S.A., 44, boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles pour la Belgique.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159052/755/32.

KBC Districlick, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 61.496.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société, qui se tiendra le 9 décembre 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2011 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Décharge à donner aux dirigeants de la société de gestion
5. Nominations statutaires
6. Divers

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur au plus tard 2 jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159226/755/22.

Dexia Quant, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.647.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 10 heures 30 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;
3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg pour le Luxembourg et Dexia Banque Belgique S.A., 44, boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles pour la Belgique.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159090/755/32.

EUROMUTUEL Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 17, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 34.148.

Par la présente, nous avons l'honneur de vous convoquer à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires du Fonds EUROMUTUEL SICAV qui se tiendra le 9 décembre 2011 à 11.00 heures à son siège social, 17, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport de gestion et du rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2011;
2. Présentation et approbation des comptes annuels pour l'exercice social clôturé au 30 septembre 2011;
3. Affectation du résultat;
4. Vote sur la décharge des administrateurs pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2011;
5. Ratification de la nomination de M. Didier HUARD comme Administrateur avec effet au 16 juillet 2011 en remplacement de M. Daniel SCHAERER;
6. Nomination de PricewaterhouseCoopers comme Réviseur d'Entreprises pour l'exercice 2011/2012;
7. Divers.

Pour les points à l'ordre du jour, aucun quorum n'est requis. Les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votants.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la SICAV au moins cinq jours francs avant la tenue de l'assemblée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011159162/755/26.

DMM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.638.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 11 heures 15 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:
«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;
2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;

3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159108/755/31.

Lux-Avantage Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 46.041.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le jeudi 15 décembre 2011 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2011.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2011; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

FORTUNA BANQUE S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011159472/755/30.

KBC Renta, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 23.669.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société, qui aura lieu le 9 décembre 2011 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2011 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Décharge à donner aux dirigeants de la société de gestion

5. Nominations statutaires

6. Divers

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège de la Sicav.

Chaque actionnaire qui souhaite être présent ou se faire représenter à cette Assemblée doit déposer ses actions au plus tard 2 jours ouvrables avant l'Assemblée aux guichets des institutions suivantes :

Au Luxembourg:

KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg

En Belgique:

KBC Bank NV, 2, avenue du Port, B-1080 Bruxelles

CBC Banque S.A., 5, Grand'Place, B-1000 Bruxelles

Centea NV, 180, Mechelsesteenweg, B-2018 Anvers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159249/755/28.

Publitop, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.734.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 12.00 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la SICAV comme suit:

«Art. 3 - Objet. L'objet exclusif de la SICAV est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides conformément aux dispositions de la Loi de 2010, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

La SICAV peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social dans toute la mesure permise par la Loi de 2010.»;

2. Refonte complète des statuts, sans pour autant modifier la forme de la SICAV;

3. Points divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV avant le 23 décembre 2011.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions avant le 23 décembre 2011 aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Le projet de texte des statuts est disponible sans frais auprès de la Société de Gestion, Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg ou peut être obtenu sans frais à cette même adresse, sur simple demande.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011159538/755/31.

Shalimar S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 16.737.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 décembre 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011159549/1023/16.

Monte Carlo International Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 52.460.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 2 décembre 2011 à 11.30 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2010;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011151554/322/17.

EUFICO, European Financial Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 11.412.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 2 décembre 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011154031/755/19.

Spring Multiple 2007 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 116.416.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 1^{er} décembre 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports de la Gérance, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 août 2011, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner au Gérant Commandité, au Conseil de Surveillance et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au 31 août 2011.

4. Divers.

LE CONSEIL DE GERANCE.

Référence de publication: 2011154758/1023/16.

Kebo International S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 18.385.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 1^{er} décembre 2011 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/10/2011.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011154571/1267/15.

EUR Sovereign Opportunities SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 164.440.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-eighth day of October.

Before the undersigned notary Maître Carlo Wersandt, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

There appeared:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., with registered office in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 31.093,

here represented by Mr. Marc-Oliver Scharwath, lawyer, by virtue of a proxy given on 28 October 2011.

The said proxy initialed in full by the appearing person and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in his above stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg company, which is declared organized and which shall read as follows:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a public limited company (société anonyme) in the form of an investment company with variable capital – specialised investment fund (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé) under the name of EUR Sovereign Opportunities SICAV-FIS (the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by simple decision of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company has been incorporated with a limited duration and will be automatically dissolved and liquidated on the 10th anniversary of its date of incorporation (unless it is dissolved earlier in accordance with these articles of incorporation).

Art. 4. Purpose of the Company. The sole purpose of the Company is the investment of the Company's assets in securities and other legally permissible assets according to the principle of risk diversification and to provide the investors with the profits of the management of the Company's assets. The investment policy principles are outlined in Article 18.

The Company may take any steps and implement any transactions, which it deems useful for the fulfilment and execution of this purpose, and in the broadest sense pursuant to the Law 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "2007 Law").

Art. 5. Share Capital. The share capital shall comprise non-par value shares and shall, at all times, remain equivalent to the entire value of the Company's net assets in accordance with the following Article 10. The share capital is expressed in Euros. The initial share capital amounts to thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.00) and is divided into three hundred and ten (310) non-par value shares. The minimum share capital must be attained within twelve months of the approval of the Company as an Undertaking for Collective Investment ("UCI") in accordance with Luxembourg law.

Inflows of funds from the issuance of shares will be invested in accordance with the terms of the Company's sales prospectus and corresponding to the investment policy as set by the Board of Directors as well as with consideration for the legally-established investment limits, or with those issued by the Board of Directors.

Art. 6. Changes in the Share Capital. The share capital will always equal the total net asset value of the Company (the "Net Asset Value"). The share capital can increase or decrease as a result of the issuance of further shares by the Company, or of the redemption of shares by either the shareholders or the Company.

Art. 7. Registered Shares. Shares of the Company will only be issued as registered shares.

A shareholders' register will be held at the Company's registered office. This register contains the names of every shareholder, his place of business, the number of shares owned by him and, occasionally, the date of purchase for each share. This register will also contain such details as the Company considers appropriate of any security interest and/or payment direction within the context of a pledge which is granted by the shareholder and which is notified to the Company. Entries into the shareholders' register will be undersigned by one or several persons appointed by the Board of Directors.

Where a payment direction within the context of a pledge is granted by a shareholder and notified to the Company, provided the payment direction is received by the Company in a form acceptable to the Board of Directors (such acceptance being at the Board of Director's discretion on a case by case basis), then:

- notwithstanding any other term of these articles of incorporation (including arts. 8, 9 and 23), all payments in respect of the shares held by such shareholder (whether in the nature of distributions in respect of such shares or redemption proceeds in respect of such shares) must be paid directly to the beneficiary of such payment direction; and
- the Company must not accept or recognise any purported withdrawal or variation to such payment direction without the prior written consent of the beneficiary of such payment direction.

In order to guarantee that the Company's shareholders always adhere to the terms of the 2007 Law, and that the buyers completely assume the rest of the obligations to the Company, share transfers require the prior consent of the Board of Directors. Share transfers are excluded from the consent of the Board of Directors which are held in the tied assets of an insurance company, provided that the transfer of these shares to eligible investors is carried out with adherence to the 2007 Law.

In the case that a shareholder acquires Company shares not on his own behalf, rather on the behalf of a third party, the third party must be an eligible investor in the sense of the 2007 Law.

The transfer of a share will be carried out by means of a written transfer declaration, signed and dated by the buyer, the seller or by other persons authorized to represent, to be entered into the shareholders' register. The Company can also accept other forms which extensively document the transfer.

Every owner of shares must provide his address to the Company, for the purpose of entry into the shareholders' register. In addition, a correspondence address can be named. All Company communications and announcements in relation to owners of shares can legally be sent to the relevant address. The shareholder can, at any time, inform the Company in writing of any changes of address.

If a shareholder does not provide an address, the Company can enter appropriate notation in the shareholders' register. The shareholder's address will be considered to be that of the Company's registered office, until the shareholder provides the Company with one.

Shares will only be issued after the application is accepted and the payment is made.

The Company recognises only one single owner per share. In the case of a joint ownership or a usufruct, the Company may suspend the exertion of shareownership rights until the time that a person is declared the representative of the joint owners or the beneficiaries and usufructuaries.

The Company may issue fractional shares up to three decimal places.

Fractional shares carry no voting rights, but do give the right to participation in the Company's distributions, on a pro-rata basis.

Art. 8. Limitation of Ownership Rights for Shares. Shares of the Company are reserved to eligible investors in the sense of the 2007 Law. Furthermore, the Company can, at its own discretion, limit or forbid ownership of its shares by certain eligible investors, when it is of the opinion that such ownership:

- will be contrary to the interests of the other shareholders or the Company; or
- will infringe upon the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of other countries; or
- would result in the Company being required to register or the Shares of the Company being subject to registration in a jurisdiction other than Luxembourg; or
- can cause the Company in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg to become liable to taxation; or
- will be contrary to the interests of the Company in another way.

For these purposes, the Company can:

a) refuse the issuance of shares or their inscription into the shareholders' register when it is apparent that the issuance or inscription would result in the transfer of share ownership to a person who is not entitled to own shares of the Company;

b) compulsorily redeem those shares held by a person who is not permitted to own shares of the Company, either solely or together with other persons;

c) compulsorily redeem those shares held in such proportion by one or more persons that provoke the exertion of taxation laws or otherwise in countries other than Luxembourg;

d) decline to accept the vote at general meetings of any Shareholder who is deemed by the Directors to be a person who is not permitted to own shares of the Company;

(e) retain all dividends paid or to be paid or other sums distributed or to be distributed to Shareholders who are deemed by the Directors to be a person who is not permitted to own shares of the Company.

In the cases of b) and c), the following procedure will apply:

i. The Company will notify (with a "redemption notice") the shareholder that is possessing the shares. The redemption notice lists the shares to be redeemed, the redemption price to be paid and how this price is to be paid. The redemption notice can be sent to the shareholder by post to his nominated correspondence address, or to the address recorded in the shareholders' register. At the close of business on the day listed in the redemption notice, the shareholder relinquishes possession of the shares listed in the redemption notice.

ii. The price at which the shares listed in the redemption notice are to be redeemed (the "redemption price") equals the Net Asset Value of the shares issued, as calculated on the day of the redemption notice under Article 10 of the present articles of incorporation.

iii. The redemption price will be paid to the owner of the respective shares by way of cheque sent to the shareholder by post to his nominated correspondence address, or to the address recorded in the shareholders' register or by way of electronic transfer into the last account notified by the shareholder to the Company. After payment of the redemption price, under these conditions, persons interested in the shares listed in the redemption notice may not file claims to these shares, or undertake legal action against the Company.

iv. Under the condition that the Company is bona fide, it can also exercise the powers conferred to it in this article when it cannot be clearly proved who is in possession of the shares.

d) deprive the voting rights of persons who are not entitled to own shares of the Company at general meetings of shareholders.

Art. 9. Issuance and Redemption of Shares. The Board of Directors has the unrestricted right to issue, at any time, an unlimited number of fully paid-in shares to eligible investors in the sense of the 2007 Law, without granting preferential rights to subscribe for the new shares to existing shareholders.

The Board of Directors can subject the frequency of the issuance of shares to limitations; in particular the Board can decide that shares should be issued exclusively during one or more subscription periods, or other periods, under the terms of the Company's Prospectus. The Board of Directors reserves the right to completely or partially refuse any subscription application, and to suspend at any time, without prior warning, the issuance of shares. After the first offering period, the issuance of shares will be effected at the Net Asset Value in accordance with Article 10 of these articles of incorporation.

When the Company offers shares for subscription, the issuance price of said shares will be bound to the value of the shares on a valuation date, according to Article 10 of these articles of incorporation, as is determined in conjunction with the policies established from time to time by the Board of Directors. This price can be increased through an estimated percentage of costs and expenses which arise when the Company invests the money from the issuance of shares, as well as through a sales commission approved in due course by the Board of Directors. The price is to be established within a time period determined by the Board of Directors; this period will not consist of more than two Business Days after the appropriate Valuation Date.

The Board of Directors can temporarily grant authority to any of its members, managers, leading employees or other legally empowered representatives to accept subscriptions, to receive payments towards the price of new shares to be issued and to deliver these shares.

Each shareholder can request that all or part of his shares be redeemed by the Company under the terms and procedure determined by the Board of Directors in the Prospectus, and within the limits outlined by the law and the articles of incorporation.

The redemption price per share will be paid within a period of time determined by the Board of Directors in line with the sales prospectus and in conjunction with the determined objectives of the Board of Directors, and provided that documents regarding the transfer of shares have been received by the Company, subject to the terms of Article 10.

The redemption price equals the value of the shares under Article 10, minus costs, fees and occasionally provisions relevant to the terms in the Prospectus. The redemption price can be rounded up or down to the nearest full number of the relevant currency, as determined by the Board of Directors.

Art. 10. Net Asset Value. The Net Asset Value of the Company's shares is determined on each Valuation Date.

"Valuation Date" means Wednesday, provided that if a particular Wednesday is not a Business Day, then the preceding Business Day shall be a Valuation Date, and any other date determined to be a valuation date by the Board of Directors.

"Business Day" means a day (other than a Saturday or a Sunday) on which the banks are open (during the whole day) for general business in Luxembourg and Frankfurt am Main.

The Net Asset Value per share will be expressed in Euros, and will be determined for every share of the Company by dividing the net assets, i.e. the sum of the assets minus liabilities, by the number of shares in circulation on the Valuation Date. The Net Asset Value per share will be rounded down to the second decimal.

In the case of payment of dividends and issuance and redemption of shares, the net assets of the Company will be adapted as follows:

- in the case that a dividend is paid out per share, the Net Asset Value of the Company is reduced by the amount of the dividend distribution;
- in the case that shares are issued or redeemed, the Net Asset Value of the Company is increased or decreased by the amount received or paid.

The Company's assets comprise:

- all liquid funds, including interest accrued;
- all outstanding debts including interest receivable for accounts and deposits, as well as profits from sold, but not yet delivered, assets;
- all assets held by the Company or bought in its favour;
- all other assets, predominantly including paid expenses.

Company assets will be valued by the rules determined by the Board of Directors in line with the Prospectus.

If valuation, as stipulated in those rules, proves infeasible or inexact due to extraordinary circumstances, the Company is entitled to employ other generally recognised and verifiable valuation criteria, in order to obtain a reasonable value for the net assets.

The Company's liabilities encompass:

- all Company debts;
- costs accrued and to be paid (including costs for the central administrative position, consultation and investment advisor costs, costs for the depositary bank);
- all known current and future liabilities, including payment obligations from contractually-payable liabilities and established (but still unpaid) Company dividends;
- Company liabilities approved and assumed by the Board of Directors;
- all other Company liabilities.

Art. 11. Suspension of the Determination of the Net Asset Value. The Board of Directors is authorised to temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of shares in the following cases:

- If, due to incidents, which do not come within the scope of responsibility or cannot be influenced by the Company, normal valuations of the assets is not possible, without significantly harming the interests of the Shareholders, especially during a period, in which a market on which a considerable portion of the securities of the Company is listed or transacted, is closed (except on scheduled weekends or public holidays) or the trade within this market has been suspended or restricted;

- in emergency circumstances, if the Company is unable to gain access to its assets, or is not in a position to freely transfer the balance of the portfolio, for example due to disruption of communication links;

- if restrictions on currency or capital dealings hinder the processing of transactions for the account of the Company;

or

- if a general meeting of Shareholders has been called, in order to liquidate the Company.

The shareholders will be informed, by post, at the addresses entered in the shareholders' register, of the suspension of determination of the Net Asset Value.

Art. 12. Board of Directors. The Company will be managed by a Board of Directors consisting of at least three members, who need not be shareholders of the Company. The members of the Board of Directors will be elected for a period of a maximum of 6 years. The Board of Directors will be appointed by the shareholders within the confines of the general meeting; the general meeting also decides upon the number of members of the Board of Directors, their remuneration and their term of office.

The members of the Board of Directors will be elected by the majority vote of the shareholders present and represented.

Every member of the Board of Directors can be dismissed or replaced at any time and without reason being given, by decision of the general meeting of shareholders.

In case of vacancy of the office of a director, the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis. The next general meeting of shareholders shall make the final appointment.

Art. 13. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall have extensive power to carry out all administrative actions within the framework of the Company's objectives, and in accordance with the investment policy under Article 18 of these articles of incorporation.

All powers which are not reserved, either expressly by law or these articles of incorporation to the general meeting of shareholders, can be executed by the Board of Directors.

Art. 14. Transfer of Powers. The Board of Directors can delegate its powers in connection with the day-to-day management of the Company (including the right to act as a signatory for the Company) and its powers used for carrying out operations within the framework of business policy and of the Company objectives, to one or more natural or juridical persons, whereby these persons do not have to be members of the Board of Directors, and that these persons have the authority to further delegate the powers determined by the Board of Directors, subject to the Board's approval.

The Company can, as described in particular in the Prospectus for the Company's shares, conclude an investment advisory contract with one or more companies ("investment advisor"), which give recommendations and provide advice with regard to the investment policy under Article 18 of these articles of incorporation.

The Board of Directors can also transfer individual authorisations through notarial or private certificates.

Art. 15. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors appoints from among its members a chairman from time to time. The first chairman may be appointed by the sole shareholder. The chairman may appoint a secretary, who does not have to be a member of the Board of Directors, who prepares and keeps safe the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the general meeting of shareholders. The Board of Directors will meet upon the invitation of the chairman of the Board or of two Board members, at the location given in the notice of meeting.

The chairman of the Board of Directors will chair the meetings of the Board and the general meeting of shareholders. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors can appoint another member of the Board of Directors, or, in the case of the general meeting of shareholders, another person, to head proceedings.

The members of the Board of Directors will be invited in writing to each Board meeting at least 14 days before the date of the meeting, except in emergencies, in which cases the type of emergency will be described in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another director as his proxy. The proxy may be given by facsimile. A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and such participation in a meeting is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Board of Directors can deliberate at duly convened meetings. The members of the Board of Directors cannot, through individual signatures, bind the Company, except in the case of express authorisation by decision of the Board of Directors.

The Board of Directors can only reach valid decisions and take valid actions when at least the majority of the members of the Board or an established quorum by the Board is present or represented.

Decisions of the Board of Directors will be recorded in the minutes, and the minutes will be undersigned by the chairman of the Board. Extracts of these minutes, which will be issued as evidence in legal or other proceedings, shall be undersigned by the chairman of the Board of Directors or by two members.

Decisions shall be taken by simple majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tied votes, the chairman shall have a casting vote.

Resolutions of the board of directors may be passed in writing or by facsimile at the instigation of every director. Resolutions in writing that are signed by every director are equal to resolutions passed in physical meetings of the board of directors. Such resolutions may be approved by every director in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 16. Signatory Authority. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signatures of two members of the Board of Directors, or by the signature or signatures of persons to whom authority has been granted by the Board of Directors.

Art. 17. Remuneration of the Board of Directors. The remuneration of the members of the Board of Directors will be determined by the general meeting of shareholders. They also encompass expenses and other costs which arise when the members of the Board of Directors carry out their duties, including eventual costs for legal proceedings, unless these are initiated due to the Board member's intentional or negligent behaviour.

Art. 18. Investment Policy. The Company's assets will be invested under the principle of risk diversification and pursuant to the Prospectus and the present articles of incorporation as well as in accordance with the provisions of the 2007 Law.

The Company may go into overdraft on its bank accounts where required for cash management purposes, provided that such overdraft will only amount to a maximum of 50 % of its net assets.

Art. 19. General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders convenes upon the invitation of the Board of Directors.

It can also be convened at the request of shareholders who represent at least one tenth of the Company's share capital.

The shareholders will meet upon invitation of the Board of Directors, which notice will contain the agenda and which must be sent at least eight days before the general meeting of shareholders to the address of each owner of registered shares entered in the shareholders' register. Notification of the owners of registered shares need not be proven at the general meeting. The agenda will be prepared by the Board of Directors, except in cases where the general meeting of shareholders convenes upon the written request of the shareholders, in which case the Board of Directors may prepare an additional agenda.

The ordinary general meeting of shareholders will be held at the Company's registered office, or at the location detailed in the notice, on the second Tuesday of June at 11:00 a.m. CET. If this day is a holiday in Luxembourg, the ordinary general meeting of shareholders will be held on the next Business Day.

Other general meetings of shareholders can be held in such places and at such times as detailed in the invitation.

Provided that all shareholders are present or represented, and consider themselves invited and informed of the agenda, the general meeting of shareholders can take place without written invitation.

The Board of Directors can establish all other conditions which must be met by the shareholders when participating in a general meeting of shareholders.

At the general meeting of shareholders, only the procedures contained in the agenda will be addressed (the agenda will contain all legally required procedures).

Every voting share represents one vote. A shareholder can be represented by another person who may not be a shareholder, but may be a member of the Company's Board of Directors, through written authorisation.

Subject to further terms of the law or the present articles of incorporation, decisions made by the general meeting of shareholders shall be adopted by a simple majority of the shareholders present or represented.

Art. 20. Depositary Bank. To the extent legally required, the Company shall conclude a depositary banking agreement with Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A., a bank pursuant to the law of 5 April 1993 concerning the financial sector ("Depositary Bank").

The Depositary Bank shall fulfil its duties and assume responsibility, where this is specified by the applicable legal provisions.

Both the Depositary Bank and the Company shall be entitled to terminate the Depositary Bank appointment at any time in line with the depositary banking agreement. In this case, the Company shall use all means at its disposal to appoint another Depositary Bank within two months, subject to the approval of the responsible supervisory authorities. Until a new Depositary Bank is appointed, the current Depositary Bank, to protect the interests of shareholders, shall continue to fulfil all its duties as a Depositary Bank.

Art. 21. Auditor. The accounting data to be found in the Company's annual report will be inspected by an auditor (réviseur d'entreprise agréé) appointed by the general meeting of shareholders and paid by the Company.

The auditor will fulfil all obligations relating to the applicable legal provisions.

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year commences on 1 January, and concludes on 31 December. The first financial year commences today and ends on 31 December 2012.

The Company's annual financial statement will be expressed in the same currency as the Company's share capital, i.e. in Euros.

Art. 23. Distributions. The appropriation of the annual profit will be determined by the general meeting of shareholders upon recommendation of the Board of Directors.

The distribution of net profits from investments can be effected independent of realised or unrealised capital gains or losses. The Company will pay out free liquidity as quickly as possible after its collection. Upon determining the amount to be paid out, a reasonable reserve is to be kept in order to cover the Company's costs and expenses.

The Board of Directors can decide to pay out interim dividends, under the applicable legal provisions. The decision regarding interim dividends requires no decision from the general meeting of shareholders.

The payments to owners of registered shares will be effected through their bank accounts as entered in the shareholders' register.

Payments will be paid out in Euros and at a time and place decided by the Board of Directors.

Art. 24. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting subject to the quorum requirements for the amendment of the articles of incorporation and a majority vote as described in Article 26 of these articles of incorporation.

If the Company's assets fall below two thirds of the minimum capital as described in Article 5, the question of dissolution will be presented to the general meeting of shareholders by the Board of Directors. The general meeting of shareholders, which may decide without a quorum, will decide on the shares represented by the general meeting of shareholders with a simple majority vote.

The question of dissolving the Company will also be presented to the general meeting of shareholders if the Company's assets fall below one quarter of the minimum capital described in Article 5. In this case, the general meeting of shareholders will be held without a quorum requirement, and dissolution can be decided by those shareholders who hold one quarter of the shares represented by voting rights at the general meeting of shareholders.

The general meeting must be called in a timely manner, so that it can be held within 40 days of ascertaining that the Company's Net Asset Value fell below two thirds or one quarter of the legal minimum capital.

Art. 25. Liquidation. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, who may themselves be natural or legal persons named by the general meeting of shareholders, which also decides upon their powers and salaries.

Art. 26. Amendments to these Articles of Incorporation. The present articles of incorporation can be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum requirements set out by the law of 10th August 1915 (the "1915 Law") relating to commercial companies. Differing from the majority requirements of the 1915 Law, the articles of incorporation can only be changed by the decision of a general meeting of shareholders with at least a threequarters majority vote.

Art. 27. Conflicts of Interest. Contracts and other business between the Company and another company or enterprise will not be disadvantaged or rendered invalid because one or more members of the Board of Directors or Company employees have a personal interest in the other company or enterprise, or is a member of the Board of Directors, management, or a leading or other employee in the other company. No member of the Board of Directors and no leading employee in the company will, through this agreement with this other company or enterprise, be prevented from advising, approving or carrying out such a contract or business relationship in the capacity of a member of the Board of Directors, a leading employee or other employee.

If a member of the Board of Directors or a leading employee of the Company has a personal interest related to a business transaction made by the Company which conflicts with those of the Company, this member of the Board of Directors or leading employee has to inform the Board of Directors of this conflicting personal interest and is not to attend in consultations or votes regarding this business transaction, and the personal interest of the member of the Board of Directors or the leading employee is to be reported to the next general meeting of shareholders.

"Conflicting interests" relating to the above terms does not mean a connection with a matter, position or business transaction which concerns a specific person, company or enterprise, which are appointed by the Board of Directors from time to time at its own discretion.

Art. 28. Applicable law. All matters not addressed in these articles of incorporation are subject to the terms and conditions of the 1915 Law and the 2007 Law as amended.

Subscription and Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed shares
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. (aforementioned)	310 shares

Upon incorporation, all the shares were fully paid-up in cash, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The initial costs, which will be invoiced to the Company, amount to around EUR 4,000.-.

Resolutions of the sole shareholder

The founding shareholder mentioned above, who represents the entire initial share capital, has made the following resolutions as sole shareholder without delay:

I. Appointed as members of the Board of Directors:

- Mr Philipp Graf, Division Director, born on 12 July 1976 in Basel (Switzerland), professionally residing at Promenadeplatz 8, D-80333 Munich, Germany.

- Mr Harald Strelen, Head of Department, born on 1 February 1974 in Oldenburg (Germany), professionally residing in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

- Mr Horst Baumann, Consultant, born on 2 March 1961 in Mettlach (Germany), professionally residing in 9, Place de Clairefontaine, L-1341 Luxembourg.

- Mr. Wendelin Schmitt, Head of Department, born on 14 April 1964 in Saarlouis (Germany), professionally residing in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Mr Philipp Graf is named as chairman of the Board of Directors.

The mandates of the members of the Board of Directors terminate with the ordinary general meeting of shareholders to be held in 2013.

II. The Company's registered office is 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

III. The first ordinary general meeting of shareholders will take place in 2013.

IV. Named as Independent Auditor:

KPMG AUDIT S.à r.l., with registered office in 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered in the Commercial Register of Luxembourg, Section B, under Number 103.590.

The auditor's mandate terminates with the ordinary general meeting of shareholders to be held in 2013.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day first mentioned above.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendundelf, am achtundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo Wersandt, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung seines Kollegen Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welcher Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt

Ist erschienen:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft, mit Gesellschaftssitz in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 31.093,

hier vertreten durch Herrn Marc-Oliver Scharwath, Rechtsanwalt, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 28. Oktober 2011.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital – spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé) unter dem Namen EUR Sovereign Opportunities SICAV-FIS (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine bestimmte Zeit errichtet und wird automatisch zum 10. Jahrestag ihrer Gründung aufgelöst und liquidiert (es sei denn, sie wird bereits vorher im Einklang mit den Bestimmungen dieser Satzung aufgelöst).

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 18 festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“).

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Netto-Gesellschaftsvermögens gemäß nachfolgendem Artikel 10 entsprechen. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt. Das Mindestkapital hat sich zu jedem Zeitpunkt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,00) zu belaufen. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,00) und ist in dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“) nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Veränderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft (der „Nettovermögenswert“). Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Aktionäre oder die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Namensaktien. Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Dieses Register enthält außerdem diejenigen Angaben, die die Gesellschaft als angebracht erachtet, um jedwede Sicherungsrechte und/oder Zahlungsanweisungen im Rahmen von Verpfändungen des Aktionärs, die der Gesellschaft angezeigt wurden, darzustellen. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Im Falle, dass Zahlungsanweisungen im Rahmen von Verpfändungen durch einen Aktionär der Gesellschaft angezeigt werden, vorausgesetzt, dass solche Zahlungsanweisungen in einer für den Verwaltungsrat akzeptablen Weise von der Gesellschaft erlangt werden (eine solche Akzeptanz liegt im auf den Einzelfall bezogenen Ermessen des Verwaltungsrates):

- müssen, ungeachtet der anderen Vorschriften dieser Satzung (inkl. Art. 8,9 und 23), alle Zahlungen bezogen auf Aktien des betreffenden Aktionärs (sowohl in Form von Ausschüttungen bezogen auf solche Aktien als auch auf Rücknahmeerträge bezogen auf solche Aktien) direkt an den Gläubiger der Zahlungsanweisung ausgezahlt werden; und
- darf die Gesellschaft keine angeblichen Widerrufe oder Abänderungen solcher Zahlungsanweisungen ohne eine vorherige schriftliche Genehmigung des Gläubigers der Zahlungsanweisung akzeptieren oder anerkennen.

Um zu gewährleisten, dass die Aktionäre der Gesellschaft zu jeder Zeit den Anforderungen des Gesetzes von 2007 entsprechen und dass der Käufer voll und ganz die restlichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt, benötigen Übertragungen von Aktien der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates. Ausgenommen von der Zustimmung des Verwaltungsrates sind Übertragungen von Aktien, die im gebundenen Vermögen eines Versicherungsunternehmens gehalten werden, sofern die Übertragung dieser Aktien an sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 erfolgt.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Aktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Zusätzlich kann eine Versandadresse benannt werden. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- darin resultiert, dass die Gesellschaft bzw. die Aktien der Gesellschaft in einer anderen Jurisdiktion als der von Luxemburg registriert werden müssten; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,
- b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,
- c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,
- d) es ablehnen, die Abstimmung eines jeden Aktionärs bei Generalversammlungen zu akzeptieren, der von den Verwaltungsräten als Person eingeschätzt wird, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,
- e) alle Dividenden die gezahlt wurden oder gezahlt werden sollen, bzw. alle anderen Beträge die ausgeschüttet wurden oder ausgeschüttet werden sollen, an Personen zurückhalten, die nach Einschätzung der Verwaltungsräte als Person angesehen werden, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

- i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (die „Rückkaufsbenachrichtigung“) zusenden. Die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und wie dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Mit Geschäftsschluss des in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien.
 - ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (der „Rückkaufspreis“), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.
 - iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Postübersendung eines Schecks an die benannte Korrespondenzadresse oder an die im Aktienregister benannte Adresse oder im Rahmen einer elektronischen Überweisung auf das zuletzt vom Aktionär benannte Konto ausgezahlt. Nach Zahlung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen.
 - iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.
- d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 9. Ausgabe und Rückkauf von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit an sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Aktien ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden. Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die

Ausgabe von Aktien auszusetzen. Nach der Erstemission erfolgt die Ausgabe von Aktien zum Nettovermögenswert gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung.

Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Aktien dem Anteilwert gemäß Artikel 10 dieser Satzung an einem Bewertungstag entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als zwei Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszubehaltender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist die mit dem Verkaufsprospekt korrespondiert, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass die Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 10 dieser Satzung, ausgezahlt.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert gemäß Artikel 10 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Art. 10. Nettovermögenswert. Der Nettovermögenswert der Aktien an der Gesellschaft wird an jedem Bewertungstag (der „Bewertungstag“) berechnet.

„Bewertungstag“ meint jeden Mittwoch, bzw. falls ein spezieller Mittwoch kein Bankarbeitstag ist, den folgenden Bankarbeitstag und jeden weiteren Tag, der vom Verwaltungsrat als Bewertungstag festgesetzt wird.

„Bankarbeitstag“ meint jeden Tag (außer Samstag und Sonntag), an dem die Banken (ganztägig) für den Geschäftsverkehr in Luxemburg und Frankfurt am Main geöffnet sind.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienausschüttungen und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Gesellschaft um den Betrag der Dividendenausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden nach den Regeln bewertet, die der Verwaltungsrat im Einklang mit dem Verkaufsprospekt festsetzt.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe dieser Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Schulden der Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die zentrale Verwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageberaterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft,
- vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Verpflichtungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Art. 11. Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Zwischenfällen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Bewertung des Nettovermögens unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen, insbesondere während einer Phase, in der ein Markt auf welchem ein beachtlicher Anteil der Wertpapiere der Gesellschaft gelistet oder gehandelt werden geschlossen ist (ausgenommen sind Wochenenden oder Feiertage) oder der Handel auf diesem Markt eingestellt oder beschränkt wird;

- wenn aufgrund von Notfällen die Gesellschaft nicht in der Lage ist Zugang zu ihren Vermögenswerten zu erlangen oder der Portfolio-Ertrag nicht frei übertragen werden kann, z.B. bedingt durch die Unterbrechung von Nachrichtenverbindungen;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse mitgeteilt.

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den

Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 13. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 14. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) („Anlageberater“) abschließen, welche(r) im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Der erste Vorsitzende kann durch den alleinigen Aktionär ernannt werden. Der Vorsitzende kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens 14 Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 16. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 17. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 18. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden im Einklang mit dem Verkaufsprospekt und der vorliegenden Satzung sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 investiert.

Die Gesellschaft kann ihre Bankkonten, wenn aus Gründen des Cash-Managements nötig, überziehen, soweit sich solche Überziehungen lediglich auf maximal 50% ihres Nettovermögens belaufen.

Art. 19. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Aktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Die jährliche Generalversammlung wird am Gesellschaftssitz oder am im Einberufungsschreiben erläuterten Ort, am zweiten Dienstag des Monats Juni um 11.00 Uhr MEZ abgehalten. Falls dieser Tag ein Feiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag, abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 20. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit der Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A., einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die „Depotbank“) abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2012.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 23. Ausschüttungen. Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Die Ausschüttung von Netto-Erträgen aus den Anlagen kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Kapitalverlusten oder -gewinnen erfolgen. Die Gesellschaft schüttet freie Liquidität so bald als möglich nach deren Vereinnahmung aus. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

Der Verwaltungsrat kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Der Beschluss über die Zwischenausschüttungen bedarf keiner Beschlussfassung der Generalversammlung.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Aktien erfolgt an die im Aktionärsregister hinterlegte Bankverbindung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausgezahlt, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Art. 24. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 26 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumserfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 25. Liquidierung. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Art. 26. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 1915“) unterliegt, geändert werden. Abweichend von den Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 kann die

Satzung nur durch die Entscheidung einer Generalversammlung mit einer Mehrheit von wenigstens drei Vierteln der abgegebenen Stimmen geändert werden.

Art. 27. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

„Entgegengesetztes Interesse“ entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 28. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes 1915 und das Gesetz von 2007 in ihrer jeweils gültigen Version.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Name des Zeichners:	Anzahl der gezeichneten Aktien:
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. (vorbenannt)	310 Aktien

Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Kosten

Die Gründungskosten, welche der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden, belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000.-.

Beschlüsse des alleinigen Aktionärs

Oben angeführter Gründungsaktionär, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich als alleiniger Aktionär folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Herr Philipp Graf, Abteilungsdirektor, geboren am 12. Juli 1976 in Basel (Schweiz), beruflich ansässig am Promenadeplatz 8, D-80333 München, Deutschland.

- Herr Harald Strelen, Abteilungsleiter, geboren am 1. Februar 1974 in Oldenburg (Deutschland), beruflich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.

- Herr Horst Baumann, Consultant, geboren am 2. März 1961 in Mettlach (Deutschland), beruflich ansässig in 9, Place de Clairefontaine, L-1341 Luxemburg.

- Herr Wendelin Schmitt, Abteilungsleiter, geboren am 14. April 1964 in Saarlouis (Deutschland), beruflich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.

Herr Philipp Graf wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

II. Sitz der Gesellschaft ist 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

III. Die erste ordentliche Generalversammlung wird im Jahre 2013 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG AUDIT S.à r.l., mit Sitz in 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter Nummer B 103.590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch in Wort und Schrift beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag durch die erscheinende Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde und nachfolgend ins Deutsche übersetzt wird; auf Antrag derselben erscheinenden Person und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Fassung des Textes soll die englische Version den Vorrang haben.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens und handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M.-O. SCHARWATH und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2011. Relation: LAC/2011/48403. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 9. November 2011.

Référence de publication: 2011151852/826.

(110176663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

AD- Vanemics, Fonds Commun de Placement.

Das allgemeine Verwaltungsreglement für den AD-VANEMICS Umbrellafonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2011139103/11.

(110160397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2011.

Pioneer Institutional Funds, Fonds Commun de Placement.

The amended management regulations with respect to the fund Pioneer Institutional Funds have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion modifié concernant le fonds commun de placement Pioneer Institutional Funds a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pioneer Asset Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011154599/12.

(110179976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Swiss Euro Securities SA - Société de Titrisation, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.940.

La société Swiss Euro Securities S.A.- Société de Titrisation immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B 162940, avec un capital social de 33.300,00 € ayant son siège social au 25 A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ci-après: la "SOCIÉTÉ annonce conformément aux articles 9, 26-1,3 quinquies et sexies et 32 al.2 et 32 al.3 de la loi de 1915 sur les sociétés commerciales Luxembourgeoises ce qui suit:

- La SOCIETE a décidé en assemblée générale extraordinaire le 1^{er} novembre 2011 d'une augmentation de capital à réaliser dans les limites de son capital social autorisé de 77.033.300,00 €.

- Cette augmentation de capital se fera par l'apport au capital de la SOCIETE de la totalité des actions de la société SWISS FIDUCIAL SERVICES AG - société anonyme de droit Suisse immatriculée à Basel Stadt sous le numéro CH-270.3.014.337.5 et ayant son siège social au n° 92 Wasgenring, 4055 Basel Stadt, Confédération Helvétique.

- La valeur de cet apport est de 4.300.000,00 € (quatre millions trois cents milles Euros), cette valeur correspond à la somme des valeurs expertisées des actifs immobiliers et mobiliers de la société SWISS FIDUCIAL SERVICES AG.

- Suite à cette augmentation de capital la SOCIETE portera son capital social de 33.300,00 € (trente-trois milles trois cents Euros) à 4.333.300,00 € (quatre millions trois cents trente-trois milles trois cents Euros) par l'émission de 433.330 (quatre cents trente-trois milles trois cents trente) nouvelles actions de catégorie A d'une valeur de 10,00 € chacune (dix Euros) entièrement souscrites par un nouvel actionnaire: la société SWISS WEALTH MANAGEMENT IIP, société de type limited liability partnership immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro OC 359353, ayant son

siège social au 11 Murray Street, Camden Town, LONDON, NW19RE, Royaume-Uni, les actionnaires renoncent à leur droit préférentiel.

Référence de publication: 2011158696/26.

(110181821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2011.

DH P Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.815.368,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.392.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140231/11.

(110162717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Dirla Invest S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 153.044.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62774 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011140234/10.

(110162747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Pearle Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 32, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 125.707.

GrandOptical Luxembourg - G.O. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 55.877.

MERGER PROPOSAL

The boards of directors of each of the public limited company GrandOptical Luxembourg - G.O. Lux S.A., a Luxembourg public limited liability company with registered office at 2, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 55.877 (hereafter "GO") and of the private limited liability company Pearle Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company with registered office at 32, rue de l'Alzette, L-4010 Esch-sur-Alzette and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 125.707 (hereafter "Pearle" and together with GO the "Companies") agreed on or around 4 November 2011 to submit the present merger proposal to their general meetings of shareholders, in accordance with the provisions of Articles 261 et seq. of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 (the "Law").

In addition, it has been agreed upon that the persons mentioned hereafter are duly entitled to execute this merger proposal on behalf of the board of directors of each of the Companies, that is to say:

- with regards to GO, Mrs Christine Loizy, by virtue of a power of attorney given on 4 November 2011;
- with regards to Pearle, Mr Johan van der Straeten, by virtue of a power of attorney given on 3 November 2011;

1. Description of the merger. The boards of directors of both Companies take the initiative in preparing a proposal for a merger by absorption of GO by Pearle, having as result the universal transfer of all assets and liabilities of GO to Pearle in accordance with the provisions of Articles 261 et seq. of the Law.

The boards of directors of both Companies mutually agree to do whatever they are authorised to do with a view to completing the said merger under the terms set out hereafter. They hereby decide on the merger proposal that will be submitted to the general meetings of shareholders of each of GO and Pearle for approval.

At the completion of the contemplated merger, Pearle shall receive all assets and liabilities of GO.

2. Mentions of article 261 of the law.

2.1 General information relating to the Companies affected by the Merger ("article 261, par. 2, a of the Law)

2.1.1 GO

The public limited liability company GO, whose registered office is located at 2, rue Alphonse Weicker and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 55877, was incorporated by a notarised deed executed before the civil law notary, Maître Alex Weber, in Bascharage on 19 July 1996, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 29 October 1996.

GO's corporate object is as follows:

"The object of the Company, in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad, encompasses the following activities:

- the provision of any services related to optics, the retail of items related to spectacle trade and any other accessories;
- any industrial, commercial, financial, operations as well as any operations on securities or real estate which could be directly or indirectly related to the present corporate object or any similar objects;
- the participation, of any kind, into undertakings, transactions or operations which could be directly or indirectly related to the present corporate object, or susceptible to promote the business development of the Company notably by way of incorporating new companies, subscribing or buying securities or social rights, merger, EIG or associations.

Generally, the Company will be able to perform any operations directly or indirectly linked to the present corporate object or any other similar or related objects, or susceptible to promote the business development or the extension of the Company. "

GO's issued and paid up share capital amounts to EUR 65,975.- and is represented by 2,639 shares with a nominal value of EUR 25.- each (the "GO Shares").

2.1.2 Pearle

The private limited liability company Pearle, whose registered office is located at 32, Rue de l'Alzette, L-4010 Esch-sur-Alzette and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B-125.707, was incorporated by a notarised deed executed before the civil law notary Maître Jean-Joseph Wagner in Sanem on 16 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 1 June 2007.

Pearle's corporate object is as follows:

"The purpose of the Company shall be to accomplish, in Luxembourg or abroad, in its own name and on its own behalf or in the name and on behalf of third parties all operations which are directly or indirectly linked with the purchase and sale, importation and exportation, trade, fabrication, transformation and repair of all visual material and more in specific, of precision-devices-instruments and goods, including optical goods.

The Company may realise its object in any manner and in accordance with such terms as it finds suitable. The Company can obtain and assign all licenses, patents and brands, and in general all intellectual and industrial property rights that are, even if indirectly, linked to the object, or enter into any contract linked thereto.

The Company may carry out all industrial, commercial and financial operations as well as operations involving real and immovable property, both in Luxembourg and abroad, which directly or indirectly further or promote its business. The Company may acquire any real or immovable property, irrespective of whether such property is directly or indirectly related to its corporate purpose. The Company may guarantee or provide security for the benefit of legal entities or natural persons in the broadest sense of the term.

The Company may, in any manner, acquire an interest in or co-operate or merge with any association, business, enterprise or company having an identical, similar or related purpose or one that is liable to facilitate its business or the sale of its products or services."

Pearle's issued and paid up share capital amounts to EUR 961,500.- and is represented by 9,615 shares with a nominal value of EUR 100.- each (the "Pearle Shares").

Grand Vision Optique International S.A.(the "Shareholder") is the sole holder of the GO Shares and the Pearle Shares.

2.2 Consideration and Terms of allotment of the shares in Pearle to the Shareholder (Article 261, par. 2. e of the Law).

In consideration for the contribution of the assets and liabilities of GO, Pearle will increase its share capital by an amount of four million forty thousand six hundred euro (EUR 4,040,600.-) with the payment of a share premium of twelve euro (EUR 12.-) so as to raise it from its present amount of nine hundred and sixty one thousand five hundred euro (EUR 961,500.-) to five million two thousand one hundred euro (EUR 5,002,100.-) through the issuance of forty thousand four hundred and six (40,406) new shares having a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each, of the same kind and carrying the same rights and obligations as the existing shares of Pearle and to allocate twelve euro (EUR 12) on the share premium account of Pearle. The newly issued shares of Pearle will be allocated to the Shareholder, on the basis of an exchange ratio of 61,2% / 38,8%.

No cash payment will be granted to the members of GO.

The newly issued shares will be registered in the shareholders register of Pearle as of the completion date of the merger. The Shareholder will be registered as the holder of these new shares in Pearle. As a result of the merger, GO shall cease to exist and all GO Shares in issue will be cancelled and its share register will be destroyed. The new shares issued by Pearle of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each shall be issued to the Shareholder free from encumbrances and with all rights attaching to the shares, including all rights to dividends paid or declared, on or after the completion date of the merger.

2.3 Date as from which the Shareholder will be entitled to profit participations (Article 261. par. 2. e of the Law).

The new shares in Pearle will be issued to the Shareholder on the date of the Merger and the Shareholder shall thus forthwith have full ownership of these new shares and be entitled to express the voting rights and any other rights attached to these shares including the right to receive any dividends as of the effective date of the Merger.

2.4 Date as from which the transactions of GO shall be considered for accounting purposes as being done on behalf of Pearle (Article 261. par. 2, e of the Law)

The transactions of GO shall, from a bookkeeping point of view, considered as being done on behalf of Pearle as from 1 January 2012.

2.5 Special rights (Article 261. par. 2, f of the Law)

All GO Shares are identical and give the same rights and advantages to its holders, in such a way that there is no need for creating shares with special rights in the share capital of Pearle.

2.6 Particular advantages granted to the members of the board of directors of the Companies following the merger (Article 261, par. 2, g of the Law)

No benefits are granted to the directors of GO or to the directors of Pearle.

3. Amendments to the articles of association of Pearle. In the event of completion of the contemplated merger, article 1 second paragraph, article 2 first paragraph and article 5 first paragraph of the Articles of Association of Pearle shall be amended.

they shall read as follows:

Art. 1. Second paragraph. "The Company will exist under the name of GrandVision Luxembourg Sarl."

Art. 2. First paragraph. "The Company will have its registered office in the city of Luxembourg"

Art. 5. First paragraph.

" **Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at five million two thousand one hundred euro (EUR 5,002,100.-) divided into fifty thousand and twenty-one (50,021) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all of which are fully paid up."

4. Conditions precedent to the merger. The boards of directors of the Companies expressly agree that it is a condition precedent for this Merger to take place that the Pearle proceeds, as specified in point 2.2 abovementioned, to an increase of its capital before a Luxembourg civil law notary followed by a decrease of the said capital in order to set off Pearle losses.

5. Further provisions.

1. The costs of the merger transaction shall be borne by Pearle irrespective of the approval of this merger proposal.

1. The undersigned mutually agree to do whatever they are authorised to do with a view to completing the merger in the manner described above, subject to the approval of the proposal by the general meeting of shareholders of the companies to be merged and in accordance with the legal provisions and the provisions of Articles 261 et seq. of the Law.

2. The undersigned shall pass on to each other and to the shareholders of the Companies any useful information, in the form stipulated by the legal provisions which apply to this merger transaction.

3. The documents and data exchanged between the Companies within the framework of the present project are confidential.

4. The undersigned mutually agree to respect this confidentiality.

5. This merger proposal shall be submitted to the general meeting of shareholders of GO and to the general meeting of shareholders of Pearle, at least one (1) month after the filing of this proposal and its publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations in accordance with the provisions of Articles 9 and 262 of the Law, being understood that the boards of the Companies shall do whatever they can do for the date of approval to be on or around and, in any case, at least one month after the filing of this proposal with the Luxembourg Trade and Companies Register.

6. The present text is laid down on or around 4 November 2011, in Luxembourg, in 6 originals, each version being equivalent, with a view to being filed with the Luxembourg Trade and Companies Register, in accordance with the provisions of Article 262 of the Law.

7. The companies grant all powers to Mme. Margaretha Wilkenhuysen and Mr. Arnaud Fostier or in their absence, any other lawyer of NautaDutilh Avocats Luxembourg, each acting individually, with power of substitution, as its true and lawful agent and attorney-in-fact, to act in its name and on its behalf to file and execute, if necessary, any documents related to the filing of this proposal and its publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The undersigned who speak and understand English, state herewith that the present document is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

This merger proposal was signed on 14 November 2011.

Pearle Luxembourg.S.à r.l. / GrandOptical Luxembourg - G.O. LUX S.A.

Johan van der Straeten / LOIZY

Class A Manager / Administrateur

Suit la version française du texte qui précède

PROJET DE FUSION

Le conseil d'administration de la société anonyme GrandOptical Luxembourg - G.O. Lux S.A., une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social au 2, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 55.877 (ci-après "GO") ainsi que le conseil de gérance de la société Pearle Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 32, rue de l'Alzette, L-4010 Esch-sur-Alzette et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.707 (ci-après "Pearle" et, ensemble avec GO, les "Sociétés") ont accepté, au alentour du 4 novembre 2011, de soumettre le présent projet de fusion à l'assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions indiquées dans les articles 261 et suivants de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

De plus, il a été décidé que les personnes suivantes sont dûment autorisées à signer ce projet de fusion au nom et pour le compte de l'organe de gestion de chacune des Sociétés:

- Concernant GO, Mme Christine Loizy, en vertu d'une procuration reçue le 4 novembre 2011;
- Concernant Pearle, Mr Johan van der Straeten, en vertu d'une procuration reçue le 3 novembre 2011;

1. Description de la fusion. Les organes de gestion des Sociétés ont pris l'initiative de préparer un projet de fusion par absorption de GO par Pearle, et dont le résultat sera le transfert de l'universalité de l'actif et du passif de GO à Pearle conformément aux dispositions des article 261 et suivant de la Loi.

Les organes de gestion des Sociétés acceptent d'un commun accord de faire en sorte de procéder à l'ensemble des actions auxquelles ils sont autorisés à recourir afin de réaliser la Fusion conformément aux dispositions décrites ci-après. Ils décident de de soumettre le présent projet de fusion à l'assemblée générale des actionnaires de GO et Pearle pour approbation..

Une fois la Fusion complète et effective, Pearle recevra l'ensemble de l'actif et du passif de GO.

2. Référence à l'article 261 de la loi.

2.1 Informations générales relatives aux sociétés impliquées dans la Fusion (article 261, par. 2, a de la Loi)

2.1.1 GO

La société anonyme GO, ayant son siège social au 2, rue Alphonse Weicker et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, a été constituée par acte de Maître Axel Weber, résidant à Bascharage, le 19 juillet 1996, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 Octobre 1996.

L'objet social de GO a la teneur suivante:

"La société a pour objet, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger:

- la fourniture de tous services en matière d'optique, la vente au détail d'articles de lunetterie et tous autres articles accessoires;
- toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes;
- la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises, affaires ou opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement au même objet, ou susceptibles de favoriser le développement des affaires sociales notamment par voie de création de sociétés nouvelles, de souscription ou achat de titres ou droits sociaux, de fusion, groupement d'intérêt économique ou association en participation.

En général, la société pourra faire toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous autres similaires et connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement "

Le capital social de GO s'élève à EUR 65,975.- et est divisé en 2.639 actions ayant chacune une valeur nominale de EUR 25.- (les "Actions GO").

2.1.2 Pearle

La société à responsabilité limitée Pearle, ayant son siège social au 32, Rue de l'Alzette, L-4010 Esch-sur-Alzette et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B-125.707, a été constituée par acte de Maître Jean-Joseph Wagner, résidant à Sanem, le 16 Mars 2007, et publiée dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 1 Juin 2007.

L'objet social de Pearle a la teneur suivante:

"La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, en son nom propre ou au nom de tiers, pour son compte propre ou pour le compte d'autrui, réaliser toute opération qui est directement ou indirectement liée à l'achat ou la vente, l'importation ou l'exportation, la commercialisation, la fabrication, la transformation et la réparation de tout matériel visuel et plus particulièrement des appareils, instrument, précis et des articles, y inclus les articles optiques,

La Société peut réaliser son objet en tout lieu, selon toutes manières et suivant les modalités qui lui semblent les plus appropriées.

La Société peut acquérir ou céder toute licence, brevet ou marque et en général tout les droits de propriété intellectuelle ou industrielle, qui se rapportent, même indirectement, à son objet social ou conclure tout contrat relatif à ce sujet.

La Société peut effectuer, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières qui sont de nature à élargir ou à promouvoir de manière directe ou indirecte son entreprise. Elle peut acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, même si ceux-ci n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'objet de la société. Elle peut se porter caution ou consentir des sûretés réelles en faveur de sociétés ou de particuliers, et ce au sens le plus large.

Elle peut, par n'importe quel moyen, prendre des intérêts, coopérer ou fusionner avec toutes associations, affaires, entreprises ou sociétés qui ont un objet social identique, similaire ou connexe, ou qui sont susceptibles de favoriser son entreprise ou de faciliter la vente de ses produits ou services. "

Le capital social de Pearle s'élève à EUR 961,500.- et est divisé en 9,615 parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR 100.- (les "Parts Sociales Pearle").

Grand Vision Optique International S.A. (l'"Actionnaire") est l'actionnaire unique des Actions GO et des Parts Sociales Pearle.

2.2 Conditions d'attribution des parts sociales de Pearle à l'Actionnaire (Article 261, par. 2. e de la Loi).

En compensation de l'apport de l'actif et du passif de GO, Pearle augmentera son capital social d'un montant de quatre million quarante mille six cents euro (EUR 4.040.600,-) et le paiement d'une prime d'émission de douze euro (EUR 12,-) de façon à augmenter le montant actuel du capital social s'élevant à neuf cent soixante et un mille cinq cents euro (EUR 961.500,-) à un montant de cinq million deux mille cent euro (EUR 5.002.100,-) par l'émission de quarante mille quatre cent six (40.406) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune, de même nature et transférant les mêmes droits et obligations que les parts sociales actuelles de Pearle et de distribuer douze euro (EUR 12) sur le compte de prime d'émission de Pearle. Les parts sociales de Pearle nouvellement émises seront attribuées à l'Actionnaire, sur base d'un ratio d'échange de 61,2% / 38,8%.

Aucun paiement en cash ne sera réalisé à l'attention des actionnaires de GO.

Les parts sociales nouvellement émises seront enregistrées dans le registre des parts de Pearle dès la réalisation de la Fusion. L'actionnaire sera enregistré en tant que détenteur des nouvelles parts sociales dans Pearle. Suite à la Fusion, GO cessera d'exister et toutes les Actions de GO en circulation seront annulées et son registre des actionnaires sera détruit. Les nouvelles parts sociales émises par Pearle ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune seront émises et attribuées à l'Actionnaire, libre de toutes charges et porteuses de tous les droits y compris les droits aux dividendes payés ou déclarés, à la date ou après la date de réalisation de la fusion.

2.3 Date à partir de laquelle l'Actionnaire aura droit aux dividendes (Article 261. par. 2. e de la Loi).

Les nouvelles parts sociales de Pearle seront émises à l'Actionnaire à la date de la Fusion et l'Actionnaire aura, par la suite, la propriété de ces nouvelles parts sociales et sera en droit d'exercer les droits de vote ainsi que tout autre droit se rattachant à ces nouvelles parts sociales tel que le droit de recevoir des dividendes dès la date de réalisation de la Fusion.

2.4 Date à partir de laquelle les transactions de GO seront considérées, d'un point de vue comptable, comme étant exécutées par Pearle (Article 261, par. 2. e de la Loi)

Les transactions de GO seront considérées, d'un point de vue comptable, comme étant exécutées au nom et pour le compte de Pearle dès le 1 janvier 2012.

2.5 Droits préférentiels (Article 261, par. 2, f de la Loi)

Toutes les actions de GO sont identiques et donnent les mêmes droits et avantages à leurs détenteurs, de telle sorte qu'il n'est pas nécessaires d'émettre des actions porteuses de droits préférentiels All GO Shares are identical and give the same rights and advantages to its holders, in such a way that there is no need for creating shares with special rights in the share capital of Pearle.

2.6 Avantages particuliers attribués aux membres des organes de gestion des Sociétés suite à la Fusion (Article 261. par. 2, g de la Loi)

Aucun avantage ne sera accordé aux administrateurs de GO ou aux gérants de Pearle.

3. Modification des statuts de Pearle. Dès la réalisation de la Fusion, l'article 1 deuxième paragraphe, article 2 premier paragraphe et article 5 premier paragraphe des statuts de Pearle devront être modifiés.

Ils seront alors lus comme suit:

Art. 1^{er}. Deuxième paragraphe. "La Société adopte la dénomination GrandVision Luxembourg S.à r.l."

Art. 2. Premier paragraphe. "Le siège social est établi à Luxembourg"

Art. 5. Premier paragraphe.

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à cinq million deux mille cent euro (EUR 5.002.100,-) divisé en cinquante mille vingt et une (50.021) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100, -) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée "

4. Conditions essentielles à la réalisation de la fusion. Les organes de gestion de Sociétés conviennent expressément que, avant de procéder à la Fusion, Pearle procède à une augmentation de son capital devant un notaire luxembourgeois suivie d'une réduction de capital afin d'appurer les pertes de la sociétés.

5. Further provisons.

1. Les coûts de la Fusion seront pris en charge par Pearle indépendamment de l'approbation de ce projet de fusion
2. Les soussignés conviennent mutuellement de faire en sorte de procéder à l'ensemble des actions auxquelles ils sont autorisés à recourir afin de réaliser la Fusion conformément aux dispositions décrites ci-dessus, sous condition d'approbation par l'assemblée générale des actionnaires de chacune des Sociétés sur le point d'être fusionnées et conformément aux dispositions légales et aux dispositions des articles 261 et suivant de la Loi.
3. Les soussignés s'engagent à s'échanger ainsi qu'à transmettre aux actionnaires de chacune des Sociétés toutes les informations utiles en respectant les formes stipulées dans les dispositions légales qui s'appliquent aux fusions.
4. Les documents et données échangées entre les sociétés dans le cadre du présent projet sont confidentielles.
5. Les soussignés s'engagent mutuellement à respecter cette confidentialité.
6. Ce projet de fusion sera soumis à l'assemblée générale de GO et à l'assemblée générale de Pearle, au moins un (1) mois après l'enregistrement de ce projet et sa publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux dispositions des articles 9 et 262 de la Loi, de telle sorte que les organes de gestions des Sociétés mettront tout en oeuvre afin que la date d'approbation de ce projet soit fixée au moins un mois après l'enregistrement de ce projet avec le registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
7. Le présent texte est rédigé aux alentours du 4 Novembre en 6 originaux, chaque version étant identique, dans l'optique d'être publié au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément aux dispositions de l'article 262 de la Loi.
8. Les Société donnent tous pouvoirs à Me Margaretha Wilkenhuysen et Me Arnaud Fostier ou durant leur absence, tout autre avocat de NautaDutilh Avocats Luxembourg, chacun agissant individuellement, avec pouvoir de substitution, en tant que mandataire valablement nommé, afin d'agir en leur nom et pour leur compte et d'enregistrer ou signer, si nécessaire, tous documents relatifs à l'enregistrement de ce projet de fusion et à sa publication dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011155493/284.

(110180867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Dominor (Luxembourg) S.A. (INC.), Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 96.655.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140237/10.

(110162769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

A.16 Ferblanteries Guy Rollinger, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 72.908.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140319/10.

(110162573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

avantage Reply (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5969 Itzig, 13, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 146.142.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le jeudi 6 octobre 2011.

Pour la société

M^e Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2011141327/13.

(110163728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

K-RO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 157.198.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140346/10.

(110162575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Infracapital F1 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 152.866.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62778 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011140874/10.

(110163137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

KPI Investment Property 55 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.194.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140911/10.

(110163320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

FDV II Venture, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 101.480.

In the year two thousand and eleven, on the eighth day of November.

Before us Maître Marc LECUIT, notary residing in Mersch, acting in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of FDV II Venture, a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 28 June 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 873 of 27 August 2004 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-101.480 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary,

residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 8 June 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2032 on 1 September 2011.

The meeting was declared open at 11:00 a.m. and was presided by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, residing in Russange (F) (the "Meeting").

The chairman appointed Mr Benoit TASSIGNY, lawyer, residing in Nothomb (B), as secretary of the Meeting.

Ms Nawal BENHLAL, employee, residing professionally in Luxembourg is elected as scrutineer by the Meeting.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

I. The Meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder on 27 October 2011.

A copy of such convening notices has been given to the bureau of the Meeting

II. That the agenda of the Meeting was the following:

Agenda

1. For the purpose of the reimbursement to the shareholders of a portion of their contributions in the Company, to decrease the share capital of the Company by an amount of four million seven hundred eighty six thousand and thirteen euro and twenty-five cents (EUR 4.786.013,25) so as to decrease it from its current amount of five million three hundred seventeen thousand seven hundred ninety-two euro and fifty cents (EUR 5.317.792,50) to five hundred thirty one thousand seven hundred seventy nine euro and twenty-five cents (EUR 531.779,25) by decreasing the nominal value per share from their current amount of one euro and fifty cents (EUR 1,50) to fifteen cents (EUR 0,15) per share by reimbursement on each share in issue of an amount of one euro and thirty-five cents (EUR 1,35).

2. To restate article 5 paragraph 1 and 2 of the Articles of Association of the Company as follows:

" **Art. 5. Subscribed capital.** The subscribed capital of the Company is set at five hundred thirty one thousand seven hundred seventy nine euro and twenty-five cents (EUR 531.779,25) divided into two hundred twenty-six thousand six hundred sixty-four (226,664) Class A shares and three million three hundred eighteen thousand five hundred thirty-one (3.318.531) Class B shares, each of a nominal value of fifteen cents (EUR 0,15) each with the rights and privileges as defined herein.

The authorized capital is set at ten million six hundred twenty-nine thousand six hundred twelve euro (EUR 10.629.612,-) to be divided into four million five hundred thirty thousand seven hundred forty (4.530.740) Class A shares and sixty six million three hundred thirty three thousand three hundred forty (66.333.340) Class B shares, each with a nominal value of fifteen cents (EUR 0,15)"

3. To confer all and any powers to the board of directors in order to implement the capital reduction hereinabove proposed.

4. Miscellaneous.

III. The names of the shareholders and the number of shares held by each of them are indicated in an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and by the members of the board of the Meeting; such attendance list and proxies will remain attached to the original of these minutes to be registered with this deed.

IV. It appears from the said attendance list that out of the issued share capital of the Company all 226,664 class A shares are represented and that out of 3,318,531 issued class B shares, 2,884,954 are represented at the Meeting. The Meeting is so validly constituted and may validly resolve on its agenda known to all the shareholders present or represented, all the shareholders of the Company being represented at the Meeting.

V. The Meeting then, after having duly acknowledged the statements made by the Chairman adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved to reduce the share capital of the Company by an amount of four million seven hundred eighty six thousand and thirteen euro and twenty-five cents (EUR 4.786.013,25) so as to decrease it from its current amount of five million three hundred seventeen thousand seven hundred ninety-two euro and fifty cents (EUR 5.317.792,50) to five hundred thirty one thousand seven hundred seventy nine euro and twenty-five cents (EUR 531.779,25) by decreasing the nominal value per share from their current amount of one euro and fifty cents (EUR 1,50) to fifteen cents (EUR 0,15) per share by reimbursement to the shareholders on each share in issue of an amount of one euro and thirty-five cents (EUR 1,35).

Voting in favour: 226.664 class A shares and 2,884,954 class B shares

Voting against: nil

Abstaining: nil

Second resolution

The Meeting resolved to reduce the nominal value of the Company's shares from their current amount of one euro and fifty cents (EUR 1,50) to fifteen cents (EUR 0,15) per share and resolved to restate article 5 paragraph 1 and 2 of the Articles of Association of the Company as follows:

" **Art. 5. Subscribed capital.** The subscribed capital of the Company is set at five hundred thirty one thousand seven hundred seventy nine euro and twenty-five cents (EUR 531.779,25) divided into two hundred twenty-six thousand six hundred sixty-four (226,664) Class A shares and three million three hundred eighteen thousand five hundred thirty-one (3.318.531) Class B shares, each of a nominal value of fifteen cents (EUR 0,15) each with the rights and privileges as defined herein.

The authorized capital is set at ten million six hundred twenty-nine thousand six hundred twelve euro (EUR 10.629.612,-) to be divided into four million five hundred thirty thousand seven hundred forty (4.530.740) Class A shares and sixty six million three hundred thirty three thousand three hundred forty (66.333.340) Class B shares, each with a nominal value of fifteen cents (EUR 0,15)"

Voting in favour: 226.664 class A shares and 2,884,954 class B shares

Voting against: nil

Abstaining: nil

Third resolution

The Meeting resolved to grant power to the board of directors to proceed with the repayment to the shareholders, but not before a period of thirty days from the publication of the present deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations pursuant to article 69 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Voting in favour: 226.664 class A shares and 2,884,954 class B shares

Voting against: nil

Abstaining: nil

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Nothing else being in the agenda, the meeting was closed at 11.15 a.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le huit novembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, en remplacement de son collègue, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FDV II Venture, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem en date du 28 juin 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 873 du 27 août 2004 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B-101.480 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 8 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2032, en date du 1 septembre 2011.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 11:00 heures sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à Russange (F) (l'«Assemblée»).

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à Nothomb (B).

L'Assemblée élit aux fonctions de scrutateur Madame Nawal BENHLAL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Que l'Assemblée a été convoquée par lettre de convocation envoyée à chaque actionnaire le 27 octobre 2011.

Une copie de ces lettres de convocation a été déposée auprès du bureau de l'Assemblée.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dans le but de rembourser aux actionnaires une partie de leurs apports dans la Société, de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre millions sept cent quatre vingt-six mille treize euros et vingt-cinq cents (4.786.013,25 Euros) de manière à le porter de son montant actuel de cinq millions trois cent dix-sept mille sept cent quatre-vingt douze euros et cinquante cents (5.317.792,50 Euros) à un montant de cinq cent trente et un mille sept cent soixante-dix-neuf euros et vingt cinq cents (531.779,25 Euros) par diminution de la valeur nominale de chaque action d'un montant de un euros cinquante cents (1,50 Euros) à un montant de quinze cents (0,15 Euros) par voie de remboursement d'un montant de un euros trente-cinq cents (1,35 Euros) par chaque action émise.

2. De modifier les paragraphes 1 et 2 de l'article 5 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** La Société a un capital souscrit de cinq cent trente et un mille sept cent soixante-dix-neuf euros et vingt-cinq cents (EUR 531.779,25) divisé en en deux cent vingt-six mille six cents soixante-quatre (226.664) actions de Catégories A et trois millions trois cent dix-huit mille cinq cent trente et une (3.318.531) actions de Catégories B, les actions ayant une valeur nominale de quinze cents (EUR 0,15) chacune, ces actions ayant les droits et privilèges tels que définis ci-après.

Le capital autorisé de la Société est fixé à dix millions six cent vingt-neuf mille six cent douze euros (EUR 10.629.612), représenté par quatre millions cinq cent trente mille sept cent quarante (4.530.740) actions de Catégories A et (66.333.340) soixante six millions trois cent trente-trois mille trois cent quarante actions de Catégories B, ayant chacune une valeur nominale de quinze cents (EUR 0,15)

[...]»

3. Donner tous pouvoir au conseil d'administration afin de mettre en application la réduction de capital ci-dessus proposée.

4. Divers.

III. Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau. Cette liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

IV. Il résulte de cette liste de présence que sur l'intégralité du capital social émis, toutes les 226.664 actions de la classe A sont représentées et que sur les 3.318.531 actions de la classe B, 2.884.954 sont représentées à l'Assemblée. L'Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour connu de tous les actionnaires présents ou représentés, tous les actionnaires de la Société étant représentés à l'Assemblée.

IV. L'Assemblée, après avoir dûment pris connaissance des explications faites par le Président, a ensuite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre millions sept cent quatre vingt-six mille treize euros et vingt-cinq cents (4.786.013,25 Euros) de manière à le porter de son montant actuel de cinq millions trois cent dix-sept mille sept cent quatre-vingt douze euros et cinquante cents (5.317.792,50 Euros) à un montant de cinq cent trente et un mille sept cent soixante-dix-neuf euros et vingt cinq cents (531.779,25 Euros) par diminution de la valeur nominale de chaque action de la Société d'un montant actuel de un euros cinquante cents (1,50 Euros) à un montant de quinze cents (0,15 Euros) par action et par remboursement aux actionnaires d'un montant d'un euro trente cinq cents (1.35 EUR) par action émise.

La résolution a été adoptée de la façon suivante:

Votes pour: 226.664 actions de classe A et 2.884.954 actions de classe B

Votes contre: aucun

Abstention: aucune

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé en conséquence de modifier les paragraphes 1 et 2 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** La Société a un capital souscrit de cinq cent trente et un mille sept cent soixante-dix-neuf euros et vingt-cinq cents (EUR 531.779,25) divisé en en deux cent vingt-six mille six cents soixante-quatre (226.664) actions de Catégories A et trois millions trois cent dix-huit mille cinq cent trente et une (3.318.531) actions de Catégories B, les actions ayant une valeur nominale de quinze cents (EUR 0,15) chacune, ces actions ayant les droits et privilèges tels que définis ci-après.

Le capital autorisé de la Société est fixé à dix millions six cent vingt-neuf mille six cent douze euros (EUR 10.629.612), représenté par quatre million cinq cent trente mille sept cent quarante (4.530.740) actions de Catégories A et (66.333,340)

soixante six million trois cent trente-trois mille trois cent quarante actions de Catégories B, ayant chacune une valeur nominale de quinze cents (EUR 0,15)»

La résolution a été adoptée de la façon suivante:

Votes pour: 226.664 actions de classe A et 2.884.954 actions de classe B

Votes contre: aucun

Abstention: aucune

Troisième résolution

L'assemblée a décidé de conférer au conseil d'administration tous pouvoirs en vue du remboursement aux actionnaires sans toutefois que les paiements ne puissent être opérés avant l'expiration du délai de trente jour à compter du jour de la publication dans le Mémorial C du présent acte tel que prévu à l'article 69 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciale.

La résolution a été adoptée de la façon suivante:

Votes pour: 226.664 actions de classe A et 2.884.954 actions de classe B

Votes contre: aucun

Abstention: aucune

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. NEZAR, B. TASSIGNY, N. BENHLAL, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 novembre 2011. Relation: LAC/2001/50128. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2011.

Référence de publication: 2011155725/209.

(110181763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2011.

KPI Investment Property 56 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.181.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140912/10.

(110163319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

ÄVWL Real Asset Trust Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 1, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 143.233.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 14. Oktober 2011.

Für die Gesellschaft

Der Notar

Référence de publication: 2011141324/12.

(110164355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

agri.capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 28.375,00.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 7, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 140.384.

Les gérants de classe A2 de la Société, Monsieur Michel RAFFOUL et Madame Anne-Catherine GRAVE, ont transféré leur adresse professionnelle au:

- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Agri.capital Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011141325/15.

(110164281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Accent International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 134.871.

Lors du conseil d'administration tenu en date du 24 août 2011, les administrateurs ont pris les résolutions suivantes:

- transfert du siège social de la société du 67, rue Ermesinde L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011;

- transfert de l'adresse professionnelle de José Correia Administrateur de catégorie B au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011141330/14.

(110163683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Agona Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.013.

En date du 25 août 2011, les actionnaires ont décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Les actionnaires constatent que AGONA, gérant de la société, a décidé de transférer son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2011.

Référence de publication: 2011141332/13.

(110163679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Agra Investments SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 39.396.

Rectificatif du premier dépôt du 7 juin 2011 Référence: L110087500

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61996 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011141333/11.

(110164012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Algeco/Scotsman Management S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.307.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 14 octobre 2011.

Référence de publication: 2011141337/10.

(110164044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Alqarra Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 157.830.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Référence de publication: 2011141340/10.

(110164297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Aon Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 46.209.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 12 octobre 2011

«

5. L'Assemblée décide de nommer Réviseur Indépendant de la société:

ERNST & YOUNG

dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011.

7. L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg au 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg.

AON Finance Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2011141344/16.

(110164390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Am Stadtpark Holdings LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 135.198.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Référence de publication: 2011141342/10.

(110164362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Assurances Mathgen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9190 Vichten, 65, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 102.420.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 13 octobre 2011 à 10.00 heures

L'assemblée générale transfère le siège de la société de L – 9190 Vichten, 67, Rue Principale à L – 9190 Vichten, 65, Rue Principale.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2011141345/13.

(110164304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Astrid Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: SEK 120.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 163.082.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 7 octobre 2011

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de Madame Anne-Cécile Jourdren-Vasseur, employée privée, né le 4 avril 1975, à Orléans, France, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, en qualité de gérante de la Société et pour une durée illimitée (en remplacement de Monsieur Andreas Demmel, démissionnaire).

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- M. Karl Heinz Horrer;
- M. Michael Newton;
- Mme Eola Anggard Runsten;
- M. Ganash Lokanathen; et
- Mme Anne-Cécile Jourdren-Vasseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Astrid Luxembourg S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011141347/23.

(110163879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Avery Dennison Finance Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4802 Rodange, Zone Industrielle PED.

R.C.S. Luxembourg B 85.017.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 538 du 6 avri12002.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Avery Dennison Finance Luxembourg S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2011141353/14.

(110164072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Alpine Foreign Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 61.311.

L'adresse du commissaire aux comptes AUDIEX S.A. est dorénavant la suivante:

- AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Référence de publication: 2011141363/11.

(110164185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Amenoffice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.100.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 15 juin 2011

1. les mandats d'Administrateurs de Monsieur Christian FRANÇOIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de Madame Céline BONVALET, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et de Madame Nicole THIRION, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans, prenant fin lors de l'Assemblée Générale Statutaire de Fan 2017;

2. le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 12 rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Fait à Luxembourg, le 15 juin 2011.

Certifié sincère et conforme

AMENOFFICE S.A.

Ch. FRANÇOIS / C. BONVALET

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011141365/21.

(110164412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Ghys Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.001,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 159.158.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-third day of the month of August,

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr Tawfik Salaheldin Ahmed Diab, born on January 7, 1975 in Giza, Egypt, residing professionally at No.24, Wadi El Nil Str., 11431 Maadi, Cairo, Egypt,

Here duly represented by Mrs Sophie Henryon, notary clerk, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 ESCH-SURALZETTE, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Cairo on 11 August 2011.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Ghys Holding S.à r.l.", a private limited liability company, with registered office at 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade Register under number B 159 158 (the "Company") incorporated following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on February 16, 2011, published in the Mémorial C of May 20, 2011 number 1063.

Such appearing party representing the whole corporate capital requests the notary to act that:

First resolution

The registered office of the Company is transferred from 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg to 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with effect as of today.

Second resolution

The currency of the share capital is changed with effect as of February 16, 2011, from Euro (EUR) into United States Dollars (USD) at the exchange rate as of February 16, 2011 (i.e. 1,3560) so that the share capital amounts to USD 16.950 (sixteen thousand nine hundred fifty united states dollars) represented by 12.500 (twelve thousand and five hundred) shares with a nominal value of USD 1,3560 (one united states dollar and three thousand five hundred sixty cents).

Third resolution

The share capital is increased by an amount of USD 3.051 (three thousand fifty one united states dollars) by the issue of 2.250 (two thousand and two hundred and fifty) new shares with a nominal value of USD 1,3560 (one united states dollar and three thousand five hundred sixty cents) to reach an amount of USD 20.001 (twenty thousand and one united states dollars) represented by 14.750 (fourteen thousand seven hundred fifty) shares with a nominal value of USD 1,3560 (one united states dollars and three thousand five hundred sixty cents) each.

Fourth resolution

Mr Tawfik Salaheldin Ahmed Diab, prenamed, declares: (i) to subscribe for the 2.250 (two thousand and two hundred and fifty) new shares and (ii) to fully pay them up by contribution in cash of USD 3.051 (three thousand fifty one united states dollars), so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of USD 3.051 (three thousand fifty one united states dollars), evidence of which has been given to the undersigned notary.

Fifth resolution

The share capital of USD 20,001 (twenty thousand and one united states dollars) represented by 14.750 (fourteen thousand seven hundred fifty) shares with a nominal value of USD 1,3560 (one united states dollar and three thousand five hundred sixty cents) is converted into a share capital of USD 20,001 (twenty thousand and one united states dollars) represented by 20.001 (twenty thousand and one) shares with a nominal value of USD 1 (one united states dollar).

Sixth resolution

The article 6 of the articles of association of the Company is modified and shall now read as follows:

“The share capital is set at USD 20.001 (twenty thousand and one United States Dollars) represented by 20.001 (twenty thousand and one) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.”

Seventh resolution

The following fifth paragraph is added to the article 2 of the articles of association of the Company:

“The object of the Company is the leasing, freighting, affreightment and management of seagoing vessels as well as all financial and commercial operations which are directly or indirectly related to the Company’s object.”

Eighth resolution

Mr Sherif Abdelhamid Fahmy Abdelwadood Abdelhamid Fahmy, born in Cairo (Egypt), on June 27, 1975, with professional address at 24, Wadi El Nil Street, 11431 Maadi, Cairo, Egypt, resigned from his mandate of manager of the Company with immediate effect.

Ninth resolution

Two groups of managers (category A and category B) are created, Mr Hafez Elkhaled Osama Hafez Elfarnawani, born in Cairo (Egypt) on October 15, 1960, with professional address at 24, Wadi El Nil Street, 11431 Maadi, Cairo, Egypt, being appointed category A manager with immediate effect.

Tenth resolution

Mr Tawfik Salaheldin Ahmed Diab, prenamed, is appointed as new category A manager of the Company with immediate effect.

Eleventh resolution

Captain Philippe JANSSENS, born in Berchem Sainte Agathe (Belgium), on April 25, 1963, with professional address at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, is appointed with immediate effect as category B manager of the Company.

Twelfth resolution

The article 12 of the articles of association of the Company is modified and shall now read as follows:

“The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of one or several category A manager(s) and one or several category B manager(s). The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.”

Third resolution

The article 13, paragraph 3 of the articles of association of the Company is modified and shall now read as follows:

“Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of a Board of Managers, the joint signature of at least one category A manager and one category B manager.”

Fourth resolution

The article 14, paragraph 6 of the articles of association of the Company is modified and shall now read as follows:

“The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies with the presence or the representation of at least one category A manager and one category B manager, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority with at least the consent of one category of one category A manager and one category B manager.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges to be borne by the present deed are estimated at one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.).

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by an French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, The present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette. On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who are known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-troisième jour du mois d'août,

Par-devant Maître Francis Kessler notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

Comparaît:

M. Tawfik Salaheldin Ahmed Diab, né le 7 Janvier 1975 à Giza, Egypte, résidant professionnellement au 24, Wadi El Nil Str., 11431 Maadi, Caire, Egypte,

Ici dûment représenté par Madame Sophie HENRYON, clerc de notaire, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 ESCH-SUR-ALZETTE, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée au Caire, le 11 Août 2011.

Ladite procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant est l'associé unique de la société Ghys Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 159 158 (la "Société"), constituée suivant un acte notarial par devant Maître Henri Hellinckx, notaire résident à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 16 février 2011, publié au Mémorial C du 20 mai 2011 numéro 1063.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le siège social de la Société est transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

La devise du capital social est modifiée avec effet au 16 février 2011 des Euros (EUR) aux dollars américains (USD) au taux de change en date du 16 février 2011 (soit 1,3560) de sorte que le capital social de la Société s'élève à 16.950 USD (seize mille neuf cent cinquante dollars américains) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1,3560 USD (1 dollar américain et trois mille cinq cent soixante cents).

Troisième résolution

Le capital social est augmenté d'un montant de 3.051 USD (trois mille cinquante et un dollars américains) par l'émission de 2.250 (deux mille deux cent cinquante) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1,3560 USD (un dollar américain et trois mille cinq cent soixante cents) pour atteindre un montant de 20.001 USD (vingt mille un dollars américains) représenté par 14.750 (quatorze mille sept cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 1,3560 (un dollar américain et trois mille cinq cent soixante cents) chacune.

Quatrième résolution

M. Tawfik Salaheldin Ahmed Diab, prénommé, déclare: (i) souscrire aux 2.250 (deux mille deux cent cinquante) nouvelles parts sociales, tel que précédemment mentionnées dans la troisième résolution et (ii) les payer intégralement par un apport en numéraire de 3.051 USD (trois mille cinquante et un dollars américains), la preuve ayant été apportée au notaire instrumentant.

Cinquième résolution

Le capital social d'un montant de 20.001 USD (vingt mille un dollars américains) représenté par 14.750 (quatorze mille sept cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 1,3560 (un dollar américain et trois mille cinq cent soixante cents) est converti en un capital social de 20,001 USD (vingt mille un dollars américains) représenté par 20.001 (vingt mille une) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain).

Sixième résolution

L'article 6 des statuts de la Société est modifié et doit désormais être lu comme suit:

“Le capital social de la Société s'élève à 20.001 USD (vingt mille un dollars américains) représenté par 20.001 (vingt mille une) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.”

Septième résolution

Le cinquième paragraphe suivant est ajouté à l'article 2 des statuts de la Société:

“L'objet de la Société est la location, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.”

Huitième résolution

M. Sherif Abdelhamid Fahmy Abdelwadood Abdelhamid Fahmy, né au Caire (Egypte), le 27 juin 1975, résidant professionnellement au 24, Wadi El Nil Street, 11431 Maadi, Caire, Egypte a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat.

Neuvième résolution

Deux catégories de gérants (gérant de catégorie A et gérant de catégorie B) sont créées, M. Hafez Elkhaled Osama Hafez Elfarnawani, né au Caire (Egypte) le 15 Octobre 1960, résidant professionnellement au 24, Wadi El Nil Street, 11431 Maadi, Caire, Egypte, étant nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat.

Dixième résolution

M. Tawfik Salaheldin Ahmed Diab, prénommé, est nommé nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat.

Onzième résolution

Le Capitaine Philippe JANSSENS, né à Berchem Sainte Agathe (Belgique), le 25 April 1963, résidant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat.

Douzième résolution

L'article 12 des statuts de la Société est modifié et doit désormais être lu comme suit:

“La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie A et d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie B. Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.”

Treizième résolution

L'article 13, paragraphe 3 des statuts de la Société est modifié et doit désormais être lu comme suit:

“Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, la signature conjointe d'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.”

Quatorzième résolution

L'article 14, paragraphe 6 des statuts de la Société est modifié et doit désormais être lu comme suit:

“Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations avec la présence ou représentation d'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple dont au moins le consentement d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.”

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges relatifs au présent acte s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 août 2011. Relation: EAC/2011/11477. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011139506/197.

(110161234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

AP Portland 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 13.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 74.496.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société AP Portland 4 S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Henri Hellinckx en date du 28 décembre 2007, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 21 septembre 2011.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Les sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés qui n'étaient pas présents à la clôture de la liquidation et dont la remise n'aurait pu leur être faite seront déposées au siège social au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 septembre 2011.

Référence de publication: 2011141371/19.

(110164331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

AP Portland 7 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 13.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 74.499.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société AP Portland 7 S A R L, décidée par acte du notaire Maître Henri Hellinckx en date du 28 décembre 2007, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 21 septembre 2011.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Les sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés qui n'étaient pas présents à la clôture de la liquidation et dont la remise n'aurait pu leur être faite seront déposées au siège social au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 septembre 2011.

Référence de publication: 2011141372/19.

(110164330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Beteiligungs- und Investment SE, Société Européenne.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 107.059.

Beschluss der Gesellschafterversammlung vom 2. September 2011 die am Sitz der Gesellschaft stattfand

Herr Philippe Slendzak und Frau Sylviane Courtois, geschäftsansässig in 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, treten als Verwaltungsratsmitglieder zurück.

Als neue Verwaltungsratsmitglieder werden Herr Yves Mertz, geschäftsansässig in 5 avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, und Herr Detlef Xhonneux, geschäftsansässig 1 route de Steinfort L-8371 Hobscheid, bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013 ernannt.

Das Mandat von Mazars SA, als Aufsichtskommissar wird beendet.

Die Compagnie Européenne de Révision Sàrl, mit eingetragenem Firmensitz 15, rue des Carrefours, L-8124 Bridel, wird als neuer Aufsichtskommissar, bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013, ernannt.

Der Gesellschaftssitz wird von 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg nach 5 avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg übertragen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2011141396/20.

(110164056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Betterstore Self Storage Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.288.400,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.357.

Par résolutions prises en date du 12 septembre 2011, le conseil de gérance a pris les décisions suivantes:

- Transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011

- L'adresse de Maddin Keith John, Gérant de catégorie A, a changé et se trouve dorénavant au 1 Connaught Place, W2 2ET, Londres, Royaume-Uni

- L'adresse de McDougall Richard James, Gérant de catégorie A, a changé et se trouve dorénavant au 1 Connaught Place, W2 2ET, Londres, Royaume-Uni

- L'adresse de Dundon Alan, Gérant de catégorie B, a changé depuis le 1^{er} septembre 2011 et se trouve dorénavant au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- L'adresse de Salvadore Frédéric, Gérant de catégorie B, a changé depuis le 1^{er} septembre 2011 et se trouve dorénavant au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Le conseil de gérance informe que Betterstore Self Storage Luxembourg 2 S.à r.l., associé, sous le numéro B 128.227, a changé son adresse depuis le 1^{er} septembre 2011 et se trouve dorénavant au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 octobre 2011.

Référence de publication: 2011141397/23.

(110163642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2011.
